

Gennady Fedorov*

***LA RÉGION DE KALININGRAD : FUTUR
« COULOIR DE DÉVELOPPEMENT »***

Avant la disparition de l'Union soviétique en 1991, la région de Kaliningrad était une région industrielle et agricole moyennement développée, dont l'économie était orientée vers le marché intérieur russe et qui entretenait des liens économiques assez faibles avec d'autres pays. La région avait une importante fonction militaire car elle accueillait la base de la flotte soviétique en mer Baltique ; elle avait les caractéristiques d'une économie de « garnison » et était fermée aux étrangers.

Depuis les années 1990, l'économie de la région de Kaliningrad connaît de profondes mutations. Elle est passée d'une l'économie dirigée par l'administration et contrôlée par l'État à une économie de marché dominé par la propriété privée. Elle n'a jamais été autant intégrée dans l'économie mondiale. Mais le processus de transition vers le marché s'est avéré plutôt délicat. Ces difficultés ont été aggravées par la chute de l'URSS, la région de Kaliningrad devenant de ce fait une région enclavée, un espace isolé du territoire principal de la Fédération de Russie.

Entre 1992 et 1998, la région de Kaliningrad ainsi que l'ensemble de la Fédération de Russie ont subi une profonde crise économique. La production de biens et de services s'est rétrécie pour des raisons géographiques. La baisse de la production dans la plupart des branches de l'économie régionale a été beaucoup plus grave que dans d'autres régions de la Fédération. Les branches traditionnelles de l'économie régionale ont perdu leur importance. De nombreuses entreprises ont fermé – dans les secteurs de la construction de machines, de la production de pâte à papier et de papier, ainsi que des industries lourdes et légères. La production de l'ambre a diminué (90 % des forêts sécrétant de l'ambre dans le monde se trouvent dans la région). Le volume de la production industrielle a chuté

* Gennady Fedorov est Vice-Recteur pour la Recherche de l'Université d'Etat I. Kant de Kaliningrad –Russie.

considérablement (voir figure 1). Toutefois, en raison de la mise en place d'une zone exempte de droits de douane dans la région (aux termes de la loi « Yantar » sur la zone économique franche [3], le commerce extérieur a commencé à se développer, et l'importation de marchandises, en particulier, a augmenté rapidement (voir figure 2).

Fig. 1 : Production industrielle entre 1990 et 2009

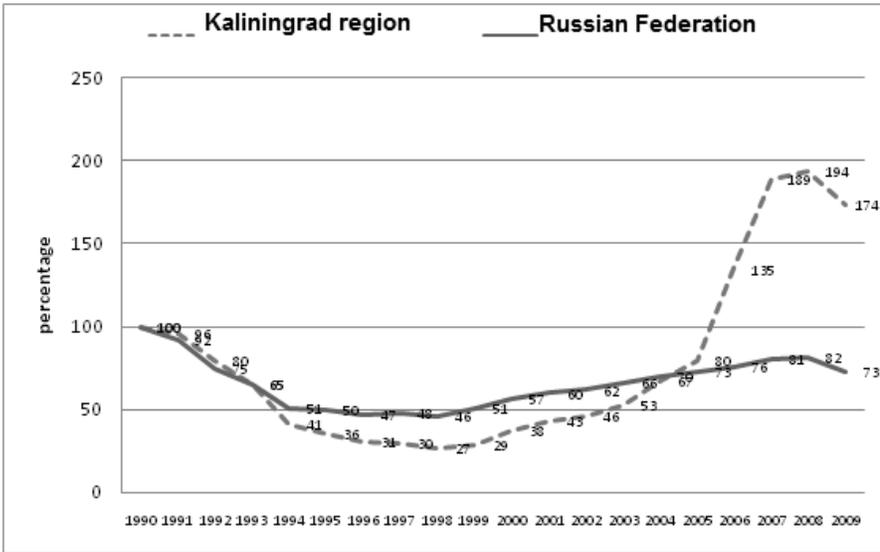
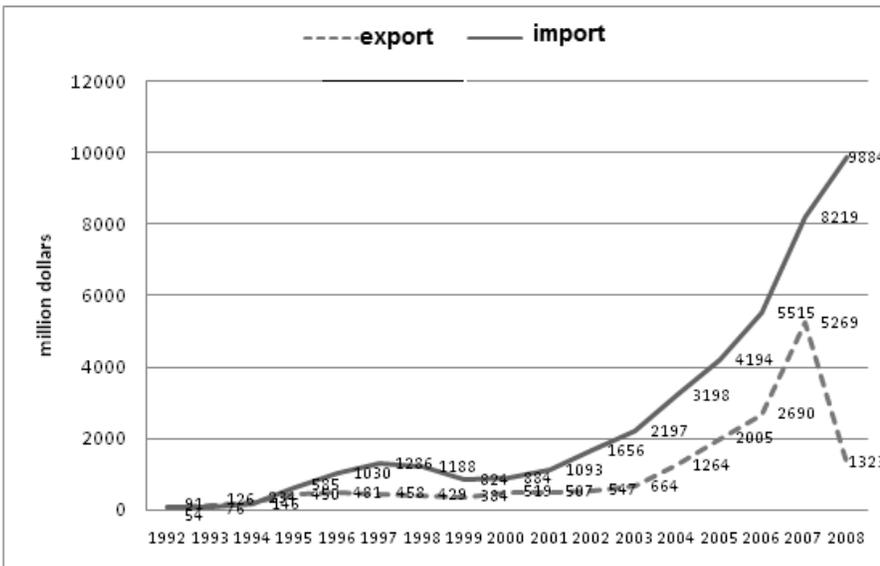


Fig. 2 : Commerce extérieur de la région de Kaliningrad



Malgré une chute de la production industrielle et toutes ses conséquences négatives, y compris une hausse des chiffres du chômage, une baisse du niveau de vie et des prestations sociales, quelques changements pourraient contribuer à surmonter la crise :

a) La loi fédérale « Yantar » sur la Zone Économique Spéciale (ZES) a garanti des « vacances fiscales » (exonérations) à toutes les JVC (*joint-ventures companies*). Des centaines de nouvelles JVC sont donc apparues dans la région. Le développement des affaires a contribué à l'introduction des mécanismes du marché, ainsi que de technologies et d'équipements nouveaux. Néanmoins, le volume des investissements étrangers a été, et est encore, peu élevé et ne représente que 2-3 % du volume total des investissements dans l'économie régionale.

b) Fermée aux étrangers dans le passé, la région s'est ouverte, attirant de nombreux touristes étrangers, principalement venus d'Allemagne (le tourisme dit « nostalgique » d'anciens habitants de la Prusse orientale et de leurs descendants).

c) Les échanges commerciaux intensifs et la hausse des importations ont contribué au développement du commerce de détail.

d) Un grand nombre de migrants, principalement d'origine russe, ont emménagé dans la région de Kaliningrad en provenance de la Baltique et des États nouvellement indépendants. Puis sont arrivés les migrants de Transcaucasie, du Kazakhstan et d'Asie centrale. Dans le même temps, le nombre de migrants venus d'autres régions de la Russie et arrivant à Kaliningrad a dépassé le nombre des partants. Grâce à ces tendances migratoires, la région bénéficie d'un nombre croissant de travailleurs motivés, apportant souvent un capital de départ pour créer une entreprise et se mettre à leur compte.

e) Les industries traditionnelles de la région qui ont fait faillite ou qui ne sont plus viables ont fourni la main-d'œuvre nécessaire au développement de nouvelles branches de l'économie régionale.

Bien que créée, au départ, sur un modèle de marché, l'économie de la région de Kaliningrad reste « fragile », c'est-à-dire tributaire de facteurs externes.

Les facteurs de croissance

Depuis 1999, la production industrielle dans la région de Kaliningrad est en croissance rapide, car elle est stimulée par plusieurs facteurs :

1. En 1996, la loi « Yantar » sur la ZES a été remplacée par la loi fédérale sur la « Zone économique spéciale dans la région de Kaliningrad » [1]. Ayant auparavant été réglementés par la loi « Yantar » sur la ZES, les

privilèges douaniers ont été harmonisés avec ceux soumis à d'autres actes législatifs lorsque la loi fédérale est entrée en vigueur, contribuant ainsi à la pérennité du système de privilèges douaniers. Les marchandises importées ont été libérées de droits à l'importation. Les marchandises produites à partir de matières premières importées et celles assemblées à partir de composants importés pouvaient être vendues en franchise de droits à la Russie continentale, à condition que les marchandises aient été fabriquées dans la région de Kaliningrad avec une valeur ajoutée de 30 % (15 % seulement pour les équipements électroniques et les gros appareils ménagers). En conséquence, de nouvelles entreprises, positionnées sur le remplacement des importations, ont commencé à émerger (elles vendent aux autres régions de Russie des produits fabriqués à partir de matières premières et composants importés). Beaucoup de JVC ont été lancés et de petites entreprises ont commencé à se développer. Cet impact positif de la loi sur les ZES est devenu particulièrement évident avec la reprise de l'économie russe, et lorsque le niveau de vie a commencé à augmenter en même temps que la demande de biens de consommation. Depuis 1999, la production industrielle de la région, fondée sur la substitution des importations, augmente plus vite que le niveau de croissance économique moyen de la Fédération de Russie.

2. Un nouveau programme fédéral ayant pour objectif « le développement de la région de Kaliningrad pour la période allant jusqu'en 2010 » a été adopté en 2001 [4]. Un programme similaire, en vigueur avant le nouveau [8], n'a pas été réalisé, faute d'un financement suffisant par le budget fédéral. Le nouveau programme a eu beaucoup plus de succès en raison de la meilleure situation financière et économique en Russie (ainsi que grâce aux revenus beaucoup plus élevés du budget fédéral, dus à la croissance soutenue du prix du pétrole russe, ainsi que du prix des autres types de combustibles et des matières premières). Plusieurs projets d'investissement ont été financés dans le cadre du programme. Par exemple, la première unité (d'une puissance de 450 MW) de la centrale de production combinée, électricité/chaleur, fonctionnant au gaz naturel a été mise en service à Kaliningrad en 2005. L'unité de production électrique a répondu aux besoins en électricité bon marché des entreprises de Kaliningrad. La construction de la seconde unité de production électrique sera achevée en 2010.

3. Pendant cette période, une partie des flux de marchandises à l'import et à l'export est passée des ports de la région de la mer Baltique vers les ports russes, dont ceux situés dans la région de Kaliningrad. Cette réorientation a joué un rôle plus important pour favoriser les relations économique externes de la Fédération de Russie (toutefois, le processus de réorientation a été entravé par la nécessité de transporter les marchandises

via la Lituanie, la Biélorussie et la Lettonie, entre les ports de Kaliningrad et d'autres régions du pays).

La loi fédérale sur « la zone économique spéciale dans la région de Kaliningrad » (1996) a accéléré l'éclatement de l'ancien potentiel de production de la région de Kaliningrad, qui reposait sur les liens existants avec d'autres entreprises, situées dans toute l'URSS. Dans le même temps, cette loi a contribué à la formation d'une nouvelle économie basée sur la production de matériels par la substitution de matières premières et de composants importés. Tous les produits manufacturés ont été exportés principalement vers le marché intérieur russe.

Depuis 1999, lorsque la Russie a commencé à surmonter la crise économique, l'économie régionale a connu une croissance rapide dans un certain nombre de secteurs industriels – la construction de machines (l'assemblage de téléviseurs, réfrigérateurs, aspirateurs et autres appareils électroménagers, et de voitures), l'industrie de transformation de la viande (environ 150 nouvelles entreprises), le secteur du meuble (environ 150 entreprises), et la production de tapis (exportés vers d'autres régions de la Russie). La région a commencé à jouer un rôle plus important dans la production de nombreux types de produits, et à s'implanter sur le marché intérieur russe. Cependant, l'exportation des marchandises de Kaliningrad a été moins efficace en raison de l'existence de barrières non commerciales, qui entravent l'accès des biens de Kaliningrad au marché européen (entre autres, parce qu'elles contreviennent – soi-disant – aux normes de conformité en vigueur dans l'UE, y compris celles sur l'environnement). Le pétrole est le principal produit à l'exportation de la région. Il est extrait non seulement en bord de mer, mais aussi sur le plateau Baltique, ce qui a permis de doubler le volume d'extraction. Dans l'ensemble, la production industrielle a augmenté en 2007 de 1,9 fois par rapport à 1990 (voir figure 1).

Le rôle joué par la région de Kaliningrad dans l'import-export russe a commencé à croître plus rapidement que par le passé (voir Fig. 2). Les transporteurs de Kaliningrad ont commencé à jouer un rôle plus important dans le transport de marchandises à destination et en provenance de Russie. Le bâtiment, le commerce et le tourisme ont commencé à se développer. Le niveau de revenu par habitant dans la région de Kaliningrad a augmenté par rapport à 1990 et la production industrielle a augmenté de 1,9 fois. Toutefois, la région n'a pas réussi à inverser un certain déclin de l'agriculture. En 2007, le volume de la production agricole a représenté la moitié du volume de 1990. De nombreux secteurs de la sphère sociale ont été insuffisamment financés. Cependant, c'est alors que la région de Kaliningrad s'est transformée pour incarner un type distinctif de région – un « couloir de développement » reliant les régions russes et les autres pays.

Ce type de régions – les régions couloirs de développement – a été décrit pour la première fois par J. Friedmann, qui évoque d'autres types de régions clés (régions-noyaux, régions à forte croissance), les régions de pointe, les couloirs de développement, les régions riches en matières premières et les sous-développées (en dépression) [11]. Les régions couloirs de développement ont connu une croissance rapide car elles sont situées entre les régions noyaux et utilisent les innovations de celles-ci à leur propre avantage.

À notre avis, les régions appartenant à un « couloir de développement » peuvent se répartir en deux sous-types : a) celles orientées vers le développement des relations interrégionales au sein de la Russie ; b) celles plus tournées vers le développement de la coopération internationale. La région de Kaliningrad se rattache à ce dernier sous-type [13, 14]. C'est une région orientée vers la coopération internationale et elle est en cours d'intégration au marché de la région de la mer Baltique. La spécificité de la région de Kaliningrad comme « corridor de développement » c'est qu'elle se trouve non pas entre des régions russes, mais entre des régions russes et d'autres appartenant à l'UE. Ainsi, elle bénéficie des flux d'innovation en provenance des régions russes autant que de l'Europe de l'Est.

Kaliningrad ne pourra jamais devenir un « pôle de croissance » semblable à Moscou et Saint-Petersbourg, car ces régions s'appuient sur leur propre potentiel d'innovation et de développement, alors que la région de Kaliningrad ne génère pas d'innovations, mais sert plutôt de lien entre différents types de régions, y compris celles qui sont génératrices et aussi bénéficiaires de l'innovation. Mais ces innovations peuvent être testées dans la région de Kaliningrad et, en fonction du résultat, peuvent être soit diffusées dans d'autres régions du pays, soit classées inacceptables. La région de Kaliningrad, puisqu'elle bénéficie des avantages du mécanisme de ZES et qu'elle met en œuvre sa stratégie de « région de coopération », peut donc devenir un des pôles de croissance spécifiques de l'économie russe, le pôle « d'intégration ».

L'objectif de rejoindre la région de la zone économique de la mer Baltique a été fixé en 2003, dans le cadre de la « stratégie pour le développement social et économique de la région de Kaliningrad en tant que région de coopération pour la période allant jusqu'à 2010 ». [7]

Au milieu de la première décennie du XXI^e siècle, le débat sur l'avenir de la loi sur la ZES de Kaliningrad et sur le développement de la région est devenu plus intense. La Russie est sur le point de devenir membre de l'OMC et l'abaissement des tarifs douaniers risque d'affaiblir les avantages de la zone économique de Kaliningrad. En outre, l'exportation de grandes quantités de produits se substituant aux importations a suscité des griefs de

la part des industriels de Russie continentale, qui accusent les entreprises régionales (bénéficiant d'avantages douaniers) de concurrence déloyale. La question de la réorientation de l'économie régionale, afin de passer de la substitution d'importations à l'export, est en cours de discussion.

Au début de 2006, une nouvelle loi sur la ZES est entrée en vigueur. Le principal objectif de ce texte est la réorientation de la substitution d'importations vers l'export. Aux termes de cette loi, les résidents des ZES investissant au minimum 150 millions de roubles dans la production de Kaliningrad, sur une période de 3 ans, sont exonérés de l'impôt sur le revenu et de taxe foncière pour une période de 6 ans ; ils ne devront acquitter que 50 % de l'impôt pendant les 6 années suivantes. En outre, les personnes morales bénéficiant d'avantages douaniers en vertu de la loi précédente verront ces avantages garantis pendant 10 ans, s'ils le souhaitent. Toutefois, il n'est pas autorisé d'utiliser les deux avantages douaniers et fiscaux en même temps.

À la fin de l'année 2006, une nouvelle stratégie de développement social et économique de la région était élaborée. La stratégie a pris en considération toute une série de facteurs – les prestations octroyées par la nouvelle loi sur la ZES, le cumul des variations positives de l'économie de la Russie ainsi que des nouvelles orientations stratégiques concernant le développement économique et social du pays, destinées à encourager sa modernisation.

La nouvelle orientation à l'export fait partie de la stratégie russe dans la région de la mer Baltique ; elle doit favoriser le développement durable et dynamique de la région, censée devenir rapidement l'un des « pôles de croissance » de l'économie russe. La stratégie couvre la période allant jusqu'en 2031. Les principales dispositions de la stratégie sont également précisées dans le « programme de développement économique et social de la région de Kaliningrad pour la période entre 2007 et 2016 », ainsi que dans divers programmes et projets mis en œuvre dans la région et dans les municipalités de la région de Kaliningrad.

Cette stratégie fixe au développement de la région deux grands objectifs interdépendants :

1. Amélioration de la compétitivité de la région de Kaliningrad, autant au niveau international que national. Sur cette base, une croissance annuelle de 10-15% du PRB (Produit Régional Brut) doit être soutenue sur une période de 10 ans.

2. Croissance du niveau de vie et de la qualité de vie : le niveau et la qualité de vie dans la région doivent être comparables à celles de l'Europe.

Pour atteindre ces objectifs un ensemble de facteurs doit être utilisé :

« des facteurs externes » tels que les avantages douaniers et fiscaux et la situation géographique privilégiée de la région ; les « facteurs internes » tels que la productivité du travail et du capital, la qualité et les sources de la croissance, et le nouveau « portefeuille de ressources » sur lesquelles est basée l'économie régionale. Il s'agit de l'intégration effective de la région dans les systèmes relatifs à l'économie, les transports, l'industrie, la technologique, la culture et la démographie de la macro-région de la mer Baltique. Auparavant, l'accent était mis sur « le statut spécial » de la région de Kaliningrad au sein de la région de la mer Baltique. Maintenant, il s'agit de se concentrer sur l'intégration de la région dans le processus économique de la macro-région. Cela suppose :

- le développement d'un marché commun des capitaux et de la main-d'œuvre ;
- se relier au réseau autoroutier européen ;
- se connecter aux réseaux énergétiques européens (en prenant en considération la création de l'anneau énergétique de la Baltique par les pays de l'UE) ;
- le profilage du rôle des ports de Kaliningrad au sein de la stratégie de développement de la Russie toute entière ;
- résoudre le problème des barrières non-douanières obérant les marchandises et les services russes dans les relations commerciales entre ce pays et l'UE ;
- l'harmonisation de la politique culturelle de la Fédération de Russie et des autres pays appartenant à la région de la Baltique.

Il est prévu de mettre en œuvre un certain nombre de projets de grande envergure en utilisant les avantages fiscaux accordés par la nouvelle loi sur les ZES. L'économie de la région doit être réorientée vers l'exportation. Afin de stimuler le développement du tourisme dans la région, il est prévu de créer localement une zone économique franche dans l'isthme de Courlande, ainsi que de construire une zone autorisant les casinos, qui constituera l'une des quatre zones de jeu en Russie. Une étude de faisabilité pour la construction de la centrale nucléaire de la Baltique (2 unités d'une puissance de 1150 MW chacune) a été effectuée et la construction a commencé en 2010. Une fois la construction terminée, la centrale nucléaire de la Baltique garantira la durabilité de l'énergie de la région.

Le nombre croissant de migrants, y compris ceux en provenance de pays étrangers proches, devrait contribuer à résoudre le problème du manque de personnel qualifié. Le programme, pour la période 2007-2012, de réinstallation volontaire dans la région de Kaliningrad de compatriotes vivant à l'étranger aura permis le retour de 300 000 migrants à Kaliningrad. Toutefois, ce programme n'a pas été pleinement mis en œuvre, puisque seulement 6600 migrants sont arrivés dans la région entre mai 2007 et mars

2010 ; le flux migratoire de l'étranger proche vers la Russie s'est avéré beaucoup plus faible que prévu (près de la moitié de tous les migrants entrés en Russie se sont installés dans la région de Kaliningrad).

En 2007, le développement efficace de l'économie régionale a continué mais, malheureusement, ce développement a été interrompu par la crise économique mondiale qui a commencé au milieu de 2008. L'économie fragile de la région a eu des problèmes beaucoup plus graves à cause de la crise que la plupart des régions russes. En 2008, le taux de croissance de l'industrie a chuté rapidement ; en 2009, on a relevé une baisse du volume de production industrielle. C'est la production fondée sur la substitution d'importations et orientée vers le marché intérieur russe qui a le plus souffert. Ainsi, en 2008, une usine d'assemblage de TV qui comptait 12 000 employés, n'en avait plus que 2 000 en 2009. Le volume de production des usines de montage de voitures et réfrigérateurs, la production de vêtements, de viande et d'autres produits a diminué. Le volume de fret passant par le port de Kaliningrad s'est sensiblement réduit. Le transporteur aérien de Kaliningrad – la compagnie KDAvia, fondée en 2007-2008 et desservant des lignes aériennes internationales (plus de 1 million de passagers par an) – s'est retrouvé en faillite. Le nombre de logements en construction a chuté. Le taux de chômage s'est accru. Le nombre de personnes officiellement inscrites au chômage a augmenté de 30 %, tandis que l'Organisation Internationale du Travail a signalé un accroissement du chômage de 2,6 fois. Le revenu réel de la population s'est affaibli, et les programmes sociaux ne sont plus assurés par un financement adéquat. Les dépenses publiques ont été réduites de 30 %.

Toutefois, la mise en œuvre de projets de grande envergure dans la région n'a pas été interrompue, même à cette époque. Ainsi a continué la construction de « l'autoroute de l'anneau de la Baltique », l'un des projets à grande échelle financés par le budget fédéral. L'argent alloué à sa construction en 2009 – 7 milliards de roubles (155 millions d'euros) – n'a pas été réduit. En conséquence, une partie de l'anneau de la Baltique (Kaliningrad-aéroport de Khrabrovo-Zelenogradsk) a été mise en service en 2009 ; en 2010 la construction de l'autoroute longeant la côte continue. Les travaux préparatoires sont en cours pour la construction de la centrale nucléaire de la Baltique au nord de la région. Une zone touristique économique libre dans l'isthme de Courlande est en cours de création. Cependant, la construction de la zone de jeux d'argent près de Yantarny n'a pas encore commencé. Bien que l'emplacement réservé à la construction de la zone de jeux ait déjà été désigné, la vente aux enchères de ce terrain n'a jamais été organisée en raison de l'absence d'offres.

L'aggravation de la situation économique dans la région a entraîné l'expression du mécontentement social : plusieurs piquets de grève et des

manifestations – la plus spectaculaire étant celle qui a défilé le 30 janvier 2009 à Kaliningrad. La plupart des estimations donnent des chiffres supérieurs à 10 000 manifestants. La manifestation a conduit à un remaniement sévère du gouvernement régional en mars 2010 et a suscité un dialogue entre les autorités locales et la population (le mécontentement a été causé en grande partie par le manque d'informations sur les mesures prises par les autorités locales pour atténuer les conséquences de la crise économique). La taxe sur les transports, prélevée au début de l'année a été abaissée, et la flambée des tarifs du chauffage a été contenue. Les paiements supplémentaires versés aux retraités – vétérans du travail jouissant de récompenses de la part de l'État – et annulés par le gouvernement régional, devraient reprendre.

Afin de stabiliser la situation sociale et développer davantage l'économie de la région, il est indispensable d'utiliser à bon escient les ressources financières existantes. Ces ressources devraient être consacrées, d'une part, à résoudre les problèmes actuels de la région (compte tenu de l'agitation sociale, on serait bien avisé d'augmenter les montants concédés) et, d'autre part, à atteindre les objectifs stratégiques. Pour réussir une percée dans le domaine social et économique, il est nécessaire de concentrer les ressources financières limitées du budget régional principalement sur les tâches prioritaires. Parallèlement, les autorités locales doivent veiller à la mise en œuvre d'un ensemble de mesures structurelles et législatives, pour stimuler l'investissement et l'activité entrepreneuriale dans la région.

Une amélioration qualitative et quantitative du système de formation professionnelle représente l'un des facteurs les plus importants pour le développement durable de la région, afin de répondre à la demande du marché du travail. Il est extrêmement important de former d'une part des gestionnaires, des spécialistes en développement économique pour assister les autorités régionales et municipales, et des managers d'entreprises, d'autre part.

Beaucoup de spécialistes en économie et gestion sont formés dans la région de Kaliningrad. Les grandes institutions publiques d'enseignement supérieur (Université d'Etat I. Kant de Russie, l'Université technique de Kaliningrad, l'Académie de la flotte de pêche de l'État balte), de nombreux départements des universités et instituts de Moscou et de Saint-Pétersbourg, et plusieurs établissements privés d'enseignement supérieur dispensent des programmes d'éducation en gestion dans la région de Kaliningrad.

Afin d'améliorer la qualité de la formation professionnelle, les institutions d'enseignement supérieur de Kaliningrad mettent à profit l'expérience des meilleures universités de Russie, ainsi que celle de leurs

universités partenaires à l'étranger. Suite à la déclaration de Bologne, les universités de Kaliningrad sont en train d'introduire le système à deux niveaux de formation professionnelle (Licence - Master 4 +2, au lieu du programme traditionnel de formation professionnelle en 5 ans).

Un projet international appelé « renforcement et développement des formations aux affaires et à l'administration » dans la région de Kaliningrad (KalEdu) est un bon exemple de projet visant à améliorer le système d'enseignement économique de la région. Ce projet a été mis en œuvre en 2005-2007. Un groupe de scientifiques de la région de Kaliningrad, de Moscou et appartenant à des universités étrangères ont développé et testé un programme de formation inter-modules pour la région. Le nouveau programme se compose de 37 cours [10].

La stratégie de développement de la région devrait être mieux intégrée à celle du développement de la région de la mer Baltique, grâce à l'harmonisation des intérêts mutuels aux plans économique, social, culturel et politique ainsi qu'en matière d'environnement. La mise en œuvre du programme de Voisinage-Lituanie-Pologne-région de Kaliningrad va certainement faciliter la bonne réalisation de ces projets. Le programme a commencé en 2010.

Les autorités de la région de Kaliningrad devraient prendre sur elles la responsabilité de résoudre les problèmes sociaux et de créer un environnement favorable au développement de l'entrepreneuriat. Il est nécessaire de créer un environnement confortable en milieu urbain, à la hauteur de toutes les normes écologiques. Tourisme, hospitalité, etc., sont à développer, cela va sans dire. Il est indispensable d'élaborer une nouvelle législation répondant aux intérêts des investisseurs et des entrepreneurs sur les questions dont les autorités régionales sont responsables. Les projets d'investissement mis en œuvre dans la région doivent être pris en charge à condition qu'ils soient d'une grande importance pour son développement (en premier lieu, les projets d'exportation, dont la mise en œuvre pourrait permettre à la région de prendre une position de leader dans la macro-région de la mer Baltique).

En dehors des formes traditionnelles de coopération économique internationale – échanges entre les différents pays de la région et efforts en vue d'attirer les investissements étrangers – de nouvelles formes de coopération transfrontalière sont activement développées. Les Eurorégions sont les municipalités des macro-régions de la mer baltique qui y prennent part. Ces Euro-régions sont les formes les plus récentes de coopération, et elles sont importantes pour la coopération internationale dans tous les domaines. Les Euro-régions sont des associations des régions frontalières et des municipalités de différents pays. La formation des Euro-régions avec

adhésion de la Russie a commencé dans la seconde partie des années 1990. Aujourd'hui, la région de Kaliningrad et ses municipalités participent aux travaux de 5 Euro-régions – « Baltique », « Neman », « Saule », « Lyna-Lava » et « Sheshupe ».

Les formes spécifiques de coopération interrégionale dans la région de la mer Baltique s'appellent des « arcs ». Les régions russes sont incluses dans le projet de l'« Arc du Sud de la Baltique » mis en œuvre dans le cadre du « programme Interreg ». Ce programme comprend les territoires situés sur la côte sud de la mer Baltique, le long de la voie internationale « Via hanséatique », qui part d'Allemagne, traverse la Pologne, la Région de Kaliningrad de la Fédération de Russie, la Lituanie et débouche en Lettonie.

Les « triangles de croissance » sont des zones économiques transnationales qui occupent des territoires assez grands, mais bien définis, dans lesquels les différences économiques des trois pays ou plus et / ou de sous-régions sont mises à profit pour développer le commerce international et attirer les investissements étrangers. Les pays et les régions de la zone de la mer Baltique ont des niveaux de développement très différents, et des caractéristiques spécifiques distinctes. Tout cela leur permet de mettre en œuvre l'idée de « triangles de croissance ».

Le professeur finlandais Urpo Kivikari a proposé de mettre en place un « triangle de croissance » de la Baltique du Sud, comprenant les territoires suivants [12] : les régions économiquement développées de l'UE ; l'Allemagne du Nord, la Pologne et la Suède méridionale ; Les régions des pays de l'UE avec les pays en transition : la Pologne du Nord, la Lituanie et la Lettonie occidentale ; Les régions des voisins « immédiats » des pays membres de l'UE : le Nord-Ouest la Biélorussie et la Région de Kaliningrad de la Fédération de Russie.

Le professeur polonais Tadeusz Palmowski a proposé l'idée stimulante de créer un système économique bipolaire entre « la région de Trehdradie (Gdansk, Sopot, Gdynia) et Kaliningrad » [16]. En développant cette idée, il est possible de proposer l'établissement d'un système tripolaire économique des agglomérations urbaines voisines « Tri-City (Pologne) - Kaliningrad (Russie) - Klaipeda (Lituanie) [15].

Une participation plus active de la région de Kaliningrad à la coopération transfrontalière permettra de promouvoir une meilleure intégration de la Fédération de Russie aux processus de la région de la mer Baltique, facilitant ainsi la création d'un espace économique commun de la région de la mer Baltique.

L'été 2009 a connu un accroissement de la production dans la Fédération de Russie. L'augmentation du prix du pétrole et des prix des autres matières premières accélèrent le redressement de l'économie russe. Avec la reprise

économique et la croissance des revenus réels de la population, la demande en faveur de la production de Kaliningrad va également augmenter. Tous ces éléments sont porteurs d'espoir pour le développement économique de la région de Kaliningrad.

Références :

1. Об Особой экономической зоне в Калининградской области. 1996. Федеральный закон Российской Федерации от 22 января 1996 г. №13-ФЗ // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
2. Об Особой экономической зоне в Калининградской области и о внесении изменений в некоторые законодательные акты Российской Федерации. 2006. Федеральный закон Российской Федерации от 10 января 2006 г. №16-ФЗ // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
3. Положение о свободной экономической зоне в Калининградской области (СЭЗ «Янтарь»). Постановление Совета Министров РСФСР от 25 сентября 1991 г. №497 // BestPravo.ru URL: <http://www.bestpravo.ru/fed1991/data01/tex10960.htm>

4. Программа социально-экономического развития Калининградской области на 2007-2016 годы. Закон Калининградской области от 28 декабря 2006 г. N 115 // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
5. Программа по оказанию содействия добровольному переселению в Калининградскую область соотечественников, проживающих за рубежом, на 2007-2012 годы. 2007. Постановление Правительства Калининградской области от 21 мая 2007 г. N 276 // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
6. Стратегия социально-экономического развития Калининградской области на средне- и долгосрочную перспективу. 2007. Постановление Правительства Калининградской области от 9 марта 2007 г. N 95 // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
7. Стратегия социально-экономического развития Калининградской области как региона сотрудничества на период до 2010 года. 2003. Постановление Администрации Калининградской области от 15 июля 2003 г. № 392 // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
8. Федеральная целевая программа развития Особой экономической зоны в Калининградской области на 1998-2005 годы. Постановление Правительства Российской Федерации от 29 сентября 1997 г. N 1259 // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
9. Федеральная целевая программа «Развитие Калининградской области на период до 2010 года». Постановлением Правительства Российской Федерации от 7 декабря 2001 г. N 866 // КонсультантПлюс. URL: <http://www.consultant.ru/>
10. Brunat E. et alii (eds). Integrated Cross-Modular Learning Programme in Business and Public Administration: towards oriented regional programme, 2 volumes, 490 p. et 332 p., Editeurs : I. Kant State University of Russia Publishing House, Kaliningrad, 2007.
11. Friedmann John. A general theory of polarized development. Ford Foundation. Urban and Regional Development Advisory Program in Chile. 1967.
12. Kivikari Urpo. A Growth Triangle as an Application of the Northern Dimension Policy in the Baltic Sea Region. Russian-Europe Centre for Economic Policy. Мémорandum. mai 2001. URL: <http://www.etela-suomi.fi/english/pdf/kivikari.pdf>
13. Klemeshev Andrey, Fedorov Gennady. Kaliningrad – a pilot region for EU – Russia cooperation? In: Russia and the European Union. Londres – New York: IISS, 2005.
14. Klemeshev Andrey, Fedorov Gennady. From an isolated exclave – to a “development corridor”. Alternative development strategies of the Russian exclave on the Baltic Sea. Kaliningrad: Kaliningrad State University, 2005.
15. Palmowski Tadeusz, Fedorov Gennady, Korneevets Valentin (eds). Economic, geopolitical and social problems of co-operation between Kaliningrad and Poland. Coastal Regions, N6, 2003.
16. Palmowski Tadeusz (ed.). Pogranicze polsko-rosyjskie. Problemy wspolpracy transgranicznej z Obwodem Kaliningradzkim. Gdynia – Peplin: Univertytet Gdanski, 2007.
17. Samson Ivan (ed.). Kaliningrad Region: The Diagnosis of a Crisis. Kaliningrad: Kaliningrad State University, Université Pierre Mendes France, Institute for the Economy in Transition, 1998.